

Faut-il dessiner la transition ?

Hélène Copin

Recensé : B. Declève, R. de Lestrangle, H. Gallezot et P. Mantziaras (dir.), *Dessiner la transition. Dispositifs pour une métropole écologique*, « vuesDensemble », Genève, MétisPresses, 2020, 278 p.

La transition est dans tous les discours, mais comment passer d'un vœu pieux et souvent théorique à de nouvelles pratiques de conception ? Paysagiste et illustratrice, Hélène Copin livre ici une lecture critique de l'ouvrage collectif : Dessiner la transition. Dispositifs pour une métropole écologique.

C'est à partir de ce thème qu'une dizaine de professionnel·les ont été invités par la Fondation Braillard Architectes de Genève et le Metrolab de Bruxelles à participer au cycle de conférences qui fait la matière de cet ouvrage collectif. Architectes, sociologues, paysagiste, géographes, politologue ou urbanistes, les auteurs partagent une pratique de l'aménagement, et un constat : il est temps de dessiner la transition. Pour les aménageurs, la posture à adopter n'est pas simple. Qui tient le crayon ? Au service de qui le dessin se place-t-il ? Est-il là pour planifier la transition ? Ou bien pour l'accompagner ? Les remises en question de celles et ceux qui ont pour habitude de dessiner l'espace se lisent ici entre les lignes. Entre cas concrets et discours plus théoriques, l'ouvrage s'articule autour de quatre entrées : la mobilité, l'alimentation, la relation travail-territoire et la transition dans le monde des acteurs.

La radicalité d'un constat

Le constat est commun et sans appel : le modèle de développement actuel, guidé par l'accumulation capitaliste, n'est ni soutenable ni souhaitable. Jean-Philippe Peemans dénonce « les normes de la compétitivité globale [qui] guident le trait du développement rural et urbain depuis, au moins, les années 1970 » (p. 144-146). Le territoire n'est plus alors qu'un simple « espace de ressources humaines et matérielles, cherchant à attirer le regard des acteurs globaux » (p. 155, 156). C'est ainsi que trop de commandes d'aménagement se limitent aux noyaux touristique-commerciaux des villes, là où les vitrines s'alignent devant les logiques de la compétitivité globale. Aniss M. Mezoued et Jean-Philippe De Visscher nous en donnent l'exemple avec le cas de la piétonnisation du centre de Bruxelles. Leur proposition cherche à dépasser la commande initiale de la ville, pour aller vers un projet urbain plus complexe, fondé sur la diversité des espaces publics et des usages.

Les auteurs se rejoignent autour du rejet de la logique de contrôle, qui amène à considérer l'autre, humain ou non, comme un objet. Ils décrivent une approche techniciste, des débats de sciences exactes vidés de la consistance politique et sensible (Rémi Baudouï, p. 211 ; Jean-Philippe Peemans, p. 146 ; Nicolas Dendoncker, p. 101). Les solutions ne sont pas à chercher du côté du récit transhumaniste, mais bien de celui de l'écologie sociale (Dominique Bourg, p. 45). Les auteurs rejoignent en cela des philosophes et anthropologues comme Philippe Descola, Nastassja Martin et Baptiste Morizot. Sur leurs conseils, laissons alors le contrôle, pour s'engager dans l'influence – art de la diplomatie, de la composition des rapports (Morizot 2016).

Appel à un changement de posture pour les professionnels de la transformation des espaces

« Après avoir construit pour les dieux, ensuite pour les rois, et enfin pour le peuple, comment notre discipline saura-t-elle prendre un virage qui l'amènera à contribuer à l'aménagement des conditions de vie de l'ensemble de la biosphère ? » (p. 30). Panos Mantziaras pose la question en prélude de cet ouvrage. Il affirme que « le projet de transition n'est pas un projet de virtuosité spatio-socio-technique » (p. 37), tout en assumant le fait que ce recueil de contributions est en soi un acte d'expertise (p. 36). Aménager, planifier, gérer. Ces pratiques sont-elles compatibles avec le changement de regard nécessaire à la transition que les auteurs appellent de leurs vœux ? Quelles postures les professionnel·les de la transformation de l'espace peuvent adopter pour accompagner au mieux les changements ? La comparaison de deux contributions de cet ouvrage illustre la délicate transition au sein de la profession elle-même.

Tous deux à l'Office de l'urbanisme de Genève, Sylvain Ferretti et Séverine Pastor présentent les ambitions de l'écoquartier des Cherpines en termes de mobilités. La planification de ce quartier affirme vouloir « produire un morceau de ville, qualitatif et vivant » (p. 74), avec un programme de plus de 4 000 logements, sur près de 60 hectares de terres agricoles situées dans la deuxième couronne de l'agglomération de Genève.

Pour inciter les futurs habitants et habitantes à faire évoluer leurs modes de mobilité, les aménageurs proposent neuf mesures concrètes, exigeantes et enthousiasmantes. Leur projet est conçu au sein d'une gouvernance intéressante, mais qui rassemble essentiellement des services techniques – des experts. Les habitants, eux, semblent être réduits au statut d'usagers, enjoins à prendre « dès le début, des habitudes de mobilité responsables et durables » (p. 82).

Si les outils proposés sont intéressants, le dessin s'inscrit ici dans la lignée « développementaliste, qui s'est épanouie durant le dernier siècle grâce à des politiques et des budgets de construction » (p. 23), qui est pourtant remise en cause en prélude de l'ouvrage.

Dans un tout autre contexte, la contribution de Nicolas Dendoncker semble proposer une autre voie : celle de la médiation. Son approche s'empare des services écosystémiques comme d'un outil de sensibilisation, de négociation et de co-création. Ce concept, sur lequel s'appuie largement la politique de la trame verte et bleue en France, met en évidence les chaînes de causalité qui se jouent au sein d'un territoire, où cohabite une diversité d'êtres vivants. Pour l'auteur, c'est « un outil pragmatique pour révéler les interdépendances sociales entre des acteurs liés aux enjeux différents », condition *sine qua non* à l'action collective (p. 110).

Il en décrit une application convaincante dans le contexte d'un aménagement foncier rural sur une zone de grandes cultures, à la demande de la Région wallonne. Il propose une évaluation des services écosystémiques potentiellement fournis par les milieux présents, sans chercher à leur donner un prix monétaire. Il explore un autre système de valeurs, en incluant l'ensemble des parties prenantes dans ce qui se veut un processus démocratique.

Il donne ainsi l'exemple d'une autre posture pour celui ou celle qui tient le crayon, résolument dans la médiation. Dans les territoires ruraux en particulier, où les paysages résultent bien plus des modes de culture (agricole, pastorale et forestière) – ou de leur absence – que du dessin d'un cercle d'expert·es, cette prise de position n'est-elle pas nécessaire ?

D'un côté, le dessin pour planifier, acte d'expertise fondé sur un savoir descendant. De l'autre, le dessin pour accompagner, outil au service des usager·es d'un territoire. Au début de l'ouvrage, Panos Mantziaras écrit : « Nous nous attachons viscéralement à l'idée d'un domaine interconnecté de professionnels, dont la mission est celle de l'organisation de la forme matérielle de la société contemporaine, à toutes les échelles. Aussi, on ne saurait imaginer [ou bien si ?] une ville faite par des petites décisions individuelles ou collectives, accumulées sans dessein d'ensemble – une sorte de Moyen Âge paré d'un mélange éclectique d'*high-* et de *low-tech* » (p. 35).

Cette opposition agite les professionnel·les. La perte de légitimité dérange. Pourtant, accompagner la transition n'implique pas de s'effacer, bien au contraire. Comme l'écrit Serge

Briffaud (2002), il s'agit de « donner à la collectivité les moyens de sa propre créativité et de son inventivité politique, en les fondant sur l'approche rationnelle et l'appréhension sensible de fonctionnements territoriaux ». Le dessin, plutôt que de s'imposer comme outil de planification, peut être un de ces moyens.

Se doter de nouveaux outils

L'enjeu, et pas des moindres, de se doter de nouveaux outils, pourrait être de donner la réplique à Jean-Baptiste Vidalou lorsqu'il dénonce « cette époque [qui] ne fait plus que ça : *gérer*. Une vision stratosphérique selon laquelle nous résiderions sur ce globe comme s'il s'agissait d'une carte 1/1. Rendu lisible et gouvernable » (Vidalou 2017).

Elena Cogato Lanza et Marine Villaret s'y attellent avec l'exploration d'un nouvel outil cartographique. Elles observent que, bien que l'agriculture soit présente partout sur « l'espace physique » de la métropole lémanique, elle est « invisible sur les cartes officielles, c'est-à-dire sur les outils principaux des projets et politiques d'aménagement » (p. 120). Elles sondent la frontière « légale » entre zone urbaine et zone agricole avec une dizaine de cadrages de 2 × 2 km. Elles renseignent les formes et les types de cultures, observent les interdépendances entre surfaces agricoles et urbaines, explorent un paramétrage quantitatif avec la calorie comme unité de mesure, sans oublier la description qualitative que permettent leurs visites sur place. Elles descendent de la tour de contrôle pour venir se frotter aux vivants du terrain. Elles répondent au vœu de Marcellin Barthassat, qui écrit en interlude : « Il nous faut tenter de *repeupler les cartes*, en redessinant non seulement le projet de sol, mais les traces des vivants » (p. 198). Là encore, ces deux urbanistes changent de posture.

On trouve aussi dans ce recueil l'exemple de dispositifs pour « garantir les conditions d'une coresponsabilité et d'une coproduction » (p. 225), comme le présente Thomas Dawance avec l'exemple du Community Land Trust (CLT) de Bruxelles.

Ce modèle de gestion foncière, dont les Organismes de foncier solidaire sont le pendant français, envisage la terre comme une ressource commune et défend l'accès collectif, participatif et anti-spéculatif à la propriété de logements et de services de proximité (p. 221). Dans l'exemple bruxellois, les ménages bénéficiaires ne sont pas assignés « à un rôle social d'assistés » (p. 225) : ils sont impliqués dans la gouvernance de la structure et bénéficient de formations développant l'acquisition de compétences aussi bien en matière de gestion de groupe que d'infrastructures techniques du bâtiment (p. 226).

L'enjeu est de donner sa place à la « maîtrise d'usage », dans sa diversité, aux côtés de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. À Genève, la mise en place d'un tiers lieu de médiation dédié à la concertation, ainsi que plusieurs dispositifs visant à proposer un socle d'informations commun, vont aussi dans ce sens (p. 231-236).

Jean-Philippe Peemans, lui, propose à la suite d'Alberto Magnaghi de considérer le territoire comme cellule fondamentale pour penser la transition. Il cherche à se réappropriier la notion de *développement*, en opposant à la « modernisation durable » un « développement réel », dont les acteurs moteurs sont ceux pour qui les territoires sont avant tout des lieux de vie (p. 156). Dans cette même optique de coresponsabilité et de coproduction, c'est l'intérêt général local qui peut ouvrir à « la diversité de tous les autres chemins possibles de développement » et fermer la porte de l'uniformisation induite par la « néomodernisation » (p. 160).

Transition ?

« Les disciplines de la transformation de l'espace sont en première ligne pour orienter nos sociétés, nos villes et nos territoires. » Voilà ce qu'annonce la quatrième de couverture de l'ouvrage.

Mais peut-on vraiment parler de *première ligne* ? N'y a-t-il pas une pluralité de leviers pour accompagner la transition ? Et d'abord, comment la transition se fait-elle ?

François Lohest expose une théorie de la transition, qu'il applique aux transitions alimentaires à Bruxelles. Cette théorie, qui s'appuie sur les recherches de Frank W. Geels, décrit l'interaction entre trois niveaux (p. 132).

Le *régime* est le niveau intermédiaire. « Il s'agit des configurations d'acteurs, des infrastructures, des technologies et des ressources dont le fonctionnement est organisé par des règles et des pratiques institutionnalisées. » Au-dessus de lui, le *paysage sociotechnique* est « le contexte global et le plus stable », celui orchestré par les règles du marché et les réglementations internationales. Il verrouille le régime et impose une inertie plus grande encore. Au-dessous, la *niche d'innovations radicales* fait pression. Cette nébuleuse se compose de « projets qui proposent des pratiques innovantes, incompatibles avec le régime ». Elles se répliquent, se dispersent (*scaling up*), se renforcent par l'apprentissage, jusqu'à s'exporter au sein des institutions du régime (*scaling out*). Il y a transition lorsque le point de basculement est atteint.

Avec ce schéma comme base de lecture, où se situent nos pratiques de transformation de l'espace ? Quelles sont leurs marges de manœuvre ? Leur bras de levier ?

La majorité des professionnel·les n'agit-elle pas au sein du *régime*, contrainte de se cantonner au champ de compétences confié à leur administration, loin de la transversalité que défendent les auteurs de cet ouvrage ? Les maîtrises d'œuvre ont-elles la marge de manœuvre de faire réellement pression sur les commandes ? Paola Viganò expose au début de l'ouvrage une réflexion sur le *No Car*. Au sein d'une équipe plus large, elle répond au concours pour la place de la Petite-Hollande à Nantes, sans se plier à la demande de construction d'un grand parking en sous-sol de l'hypercentre. Fait-elle alors pression sur le *régime*, du côté de la *niche d'innovations radicales* ? Le *paysage sociotechnique*, de son côté, impose ses matériaux et son économie, dicte les normes et guide ainsi le trait des dessinateurs et dessinatrices. Il verrouille le foncier et assoie le concept de propriété, véritable frein au changement, dans les territoires ruraux notamment. Les niches d'innovations radicales que constituent des initiatives comme Terre de liens, Forêts en vie, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ou encore les projets, notamment communaux, recensés sur la plateforme Récolte, le montrent bien, et l'écrivent parfois (lundimatin#209 2019 ; Vanuxem 2018).

Selon les mots de François Lohest, la transition est « le résultat patient de l'accumulation progressive d'un certain potentiel ». La transition n'est donc pas rupture. Les auteurs de l'ouvrage semblent attachés à la métaphore du palimpseste, que décrit très bien Bernard Declève dans sa contribution finale. *Dessiner la transition*, ce n'est donc pas partir d'une page blanche. Pour autant, l'imagination de dispositifs tels que les propose ce recueil, semble parfois se heurter à certaines catégories qui ne sont pas balayées. Continuer à penser au sein de catégories telles que la *nature*, l'*environnement*, le *développement* (bien que Jean-Philippe Peemans propose de se réapproprier ce terme, pour un « développement réel »), le *travail* (Hemmens 2019) n'empêche-t-il d'imaginer certains changements ? N'y a-t-il pas aussi matière à penser hors de la *métropole* ?

En ce qui concerne les systèmes de production et de distribution alimentaire alternatifs à Bruxelles, François Lohest conclut sur la notion de *bricolage*. « Le bricolage consiste, assez simplement, à *faire avec ce qu'on a* » (p. 137). Bien que l'auteur reste critique, notamment sur « l'inertie du régime à se transformer » (p. 138), le bricolage reste *action* et, « au plus désespéré, subsiste encore l'action » (Rémi Baudouï, p. 211). Si la transition est un processus collectif d'expérimentation et d'apprentissage (p. 84), alors la diversité de nos bricolages est prometteuse. Comme l'écrit Dominique Bourg : « Les calculs et les raisons ne parviennent ni à nous émouvoir, ni à nous mouvoir » (p. 45). Reste alors le récit. Et le dessin pour le donner à voir.

Bibliographie

- Briffaud, S. 2002. « Pour une pédagogie de la médiation paysagère. Une problématique pour la formation des professionnels du paysage », « Gérer les paysages de montagnes pour un développement concerté et durable », actes du colloque de Florac, CEP de Florac.
- Lundimatin#209. 2019. Habitant·es de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, *Prise de terre(s)* [en ligne]. URL : <https://lundi.am/zad>.
- Hemmens, A. 2019. *Ne travaillez jamais. Le critique du travail en France de Charles Fourier à Guy Debord*, Albi : Éditions Crise & Critique.
- Morizot, B. 2016. *Les Diplomates. Cohabiter avec le loup sur une autre carte du vivant*, Marseille : Wildproject.
- Vanuxem, S. 2018. *La Propriété de la terre*, Marseille : Wildproject.
- Vidalou, J.-B. 2017. *Être forêts. Habiter des territoires en lutte*, Paris : La Découverte.

Pour aller plus loin :

- Aït-Touati, F., Arènes, A. et Grégoire, A. 2019. *Terra Forma, manuel de cartographies potentielles*, Paris : Éditions B42.
- Arendt, H. 1994. *Du mensonge à la violence*, Paris : Pocket.
- Arendt, H. 1995. *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris : Éditions du Seuil.
- Balazard, H. 2015. *Agir en démocratie*, Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier.
- Bourg, D. 2018. *Une nouvelle Terre. Pour une relation au monde*, Paris : Éditions Desclée de Brouwer.
- Cogata Lanza, E. 2009. « La bataille des champs. Agronomie et planification du sol suisse dans les années 1940 », in E. Cogata Lanza et P. Bonifazio (dir.), *Les Experts de la reconstruction. Figures et stratégies de l'élite technique dans l'Europe d'après 1945*, Genève : MétisPresses.
- Descola, P. 2005. *Par-delà nature et culture*, Paris : Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines ».
- Geels, F. W. et Schot, J. 2007. « Typology of sociotechnical transition pathways », *Research Policy*, vol. 36, n° 3, p. 399-417.
- Magnaghi, A. 2003. *Le Projet local*, Bruxelles : Mardaga.
- Magnaghi, A. 2014. *La Biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire comme bien commun*, Paris : Eterotopie/Rhizome.
- Mantziaras, P. et Viganò, P. (dir.). 2018. *Urbanisme de l'espoir : projeter des horizons d'attente*, Genève : MétisPresses.
- Martin, N. 2019. *Croire aux fauves*, Paris : Gallimard, « Verticales ».
- Peemans, J.-P. 2002. *Le Développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires de développement « réel » dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Louvain-La-Neuve-Paris : Academia-L'Harmattan.
- Roumet, D., Normand, A. et Lejeune, S. 2018. *Agir sur le foncier agricole. Un rôle essentiel pour les collectivités locales*, Crest : Terre de liens, « Guide pratique, retours d'expériences ».

Hélène Copin est paysagiste, diplômée de l'École de la nature et du paysage de Blois. Elle collabore régulièrement avec le Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises, en plus d'une activité d'illustratrice. Elle s'intéresse activement aux alternatives qui se construisent dans le milieu forestier, qu'elle raconte en mots et en dessins sur le site internet <https://copindesbois.fr/>.

Pour citer cet article :

Hélène Copin, « Faut-il dessiner la transition ? », *Métropolitiques*, 20 janvier 2022.
URL : <https://metropolitiques.eu/Faut-il-dessiner-la-transition.html>.